



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/774

S/16281

20 janvier 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 41 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 16 janvier 1984, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte d'une lettre datée du 16 janvier 1984 qui vous est adressée par M. Nail Atalay, représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer la présente lettre ainsi que la pièce qui y est jointe en tant que document de la trente-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) A. Coskun KIRCA,

ANNEXE

Lettre datée du 16 janvier 1984, adressée au Secrétaire général
par M. Nail Atalay

J'ai l'honneur de me référer ici aux tentatives auxquelles se livre la partie chypriote grecque pour semer la confusion dans les esprits et détourner l'attention du comportement inadmissible et de l'indiscipline des soldats chypriotes grecs stationnés le long de la ligne de démarcation grecque et de porter à votre connaissance les faits ci-après :

Le comportement provocateur et irresponsable dont font preuve les soldats chypriotes grecs le long de la zone située entre les lignes de cessez-le-feu dans le but d'insulter les soldats chypriotes turcs de garde constitue depuis longtemps une grave source de préoccupation pour la partie chypriote turque. Les autorités chypriotes turques ont à maintes occasions prié instamment la partie grecque de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à ce comportement vil et indigne.

Cependant, en dépit de nos appels répétés, non seulement ce comportement a continué mais il a pris des proportions intolérables.

Devant la gravité de ces provocations et eu égard au fait que les autorités chypriotes grecques n'ont tenu aucun compte de nos appels antérieurs, nous nous sommes trouvés dans l'obligation de prendre des mesures concrètes. Nous avons enregistré sur film le comportement répugnant et le langage grossier des soldats chypriotes grecs. Le film en question a été diffusé à la télévision les 26 et 30 décembre 1983. Nous avons ainsi enfin été en mesure d'appeler l'attention du public chypriote grec ainsi que de tous les intéressés sur ce qui se passait depuis si longtemps et que les autorités chypriotes grecques niaient depuis des années.

Le public chypriote grec a réagi au film susmentionné et aux faits concrets qui y étaient exposés en exprimant sa juste colère et son indignation à l'encontre de ses propres dirigeants, comme l'indique l'article ci-après paru le 30 décembre 1983 dans un quotidien chypriote grec le Fileleftheros :

"On peut constater, d'après le film réalisé par les Turcs dans la zone située entre les lignes de cessez-le-feu, qu'en décrivant le comportement de nos soldats, M. Denktas a fait preuve d'intelligence et a aussi montré qu'il disait la vérité. Avec ce document à leur disposition, les Turcs se livreront à une vaste campagne de propagande pour nous discréditer aux yeux de l'opinion mondiale. Cela étant, au lieu de faire beaucoup de bruit et même de nous plaindre au sujet de ce film, nous devrions nous taire et avoir honte de la manière infamante dont nos soldats se sont conduits le long de la ligne grecque d'après le film.

De surcroît, nous devrions considérer que ces officiers sont responsables de la conduite de leurs soldats, qu'ils sont chargés de surveiller. Nous devrions également exiger de la part de certains officiers de rang supérieur des explications sur la conduite de nos soldats, parce qu'ils nous ont discrédités. Ce sont des faits, et personne ne peut les nier.

/...

Si ces incidents s'étaient produits dans d'autres pays, les responsables auraient soit démissionné, soit fait l'objet de certaines sanctions. Ils auraient eu à répondre à des accusations d'abus de pouvoir et de faute commise dans l'exercice de leurs fonctions. Mais ici, une telle façon de procéder est impensable.

Dans ces circonstances, le seul argument que nous pourrions invoquer pour notre 'défense' serait que les Turcs eux-mêmes se livrent à des pratiques identiques ou similaires dans la zone comprise entre les lignes de cessez-le-feu. Mais, comme nous parlons beaucoup et que nous ne sommes pas aussi avisés, il ne nous est pas venu l'idée de faire notre propre film pour neutraliser la propagande de Denktas. Si nous l'avions fait, nous serions au moins à égalité. Maintenant que Denktas est libre d'agir, il parcourra le monde et utilisera le document dont il dispose pour faire de la propagande contre nous.

Qui est responsable de tout ceci, Monsieur le Ministre de la défense? Nous avons le droit de poser la question."

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 41 de l'ordre du jour de sa trente-huitième session, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord,

(Signé) Nail ATALAY

